

Anses – dossier n° 2022-2942 – TAZOTE

dossier lié: AMM n° 2220656

Maisons-Alfort, le 23/11/2022

Conclusions de l'évaluation

relatives à la demande de permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique TAZOTE®

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a notamment pour missions l'évaluation ainsi que la délivrance de la décision d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Le présent document ne constitue pas une décision.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a accusé réception d'un dossier, déposé par GRITCHE, de demande de permis de commerce parallèle pour le produit phytopharmaceutique TAZOTE®, pour un produit en provenance de Pologne.

Les présentes conclusions sont émises dans le cadre du règlement (CE) n° 1107/2009, des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime, et en se basant sur le document guide européen SANCO/10524/2012.

Considérant que le produit importé, ETHOSAT 500 SC®, bénéficie en Pologne de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° R-6/2010 et R-267/2017d, dont le titulaire est ADAMA DEUTSCHLAND GMBH;

Considérant que ce produit est déclaré par le demandeur identique au produit de référence ETHOSAT SC®, qui bénéficie sur le territoire national de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° 2220656, dont le titulaire est ADAMA FRANCE SAS;

Considérant les compositions intégrales et les fabrications de ces deux produits ;

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés estime que la substance active du produit ETHOSAT 500 SC® n'a pas les mêmes origines que la substance active entrant dans la composition du produit de référence ETHOSAT SC®.

En conséquence, il est considéré que la demande de permis de commerce parallèle pour le produit TAZOTE[®], présentée par GRITCHE, ne satisfait pas les requis de l'article 52 du règlement (CE) n° 1107/2009 et des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime.

Pour le directeur général, par délégation, le directeur, Direction de l'évaluation des produits réglementés